



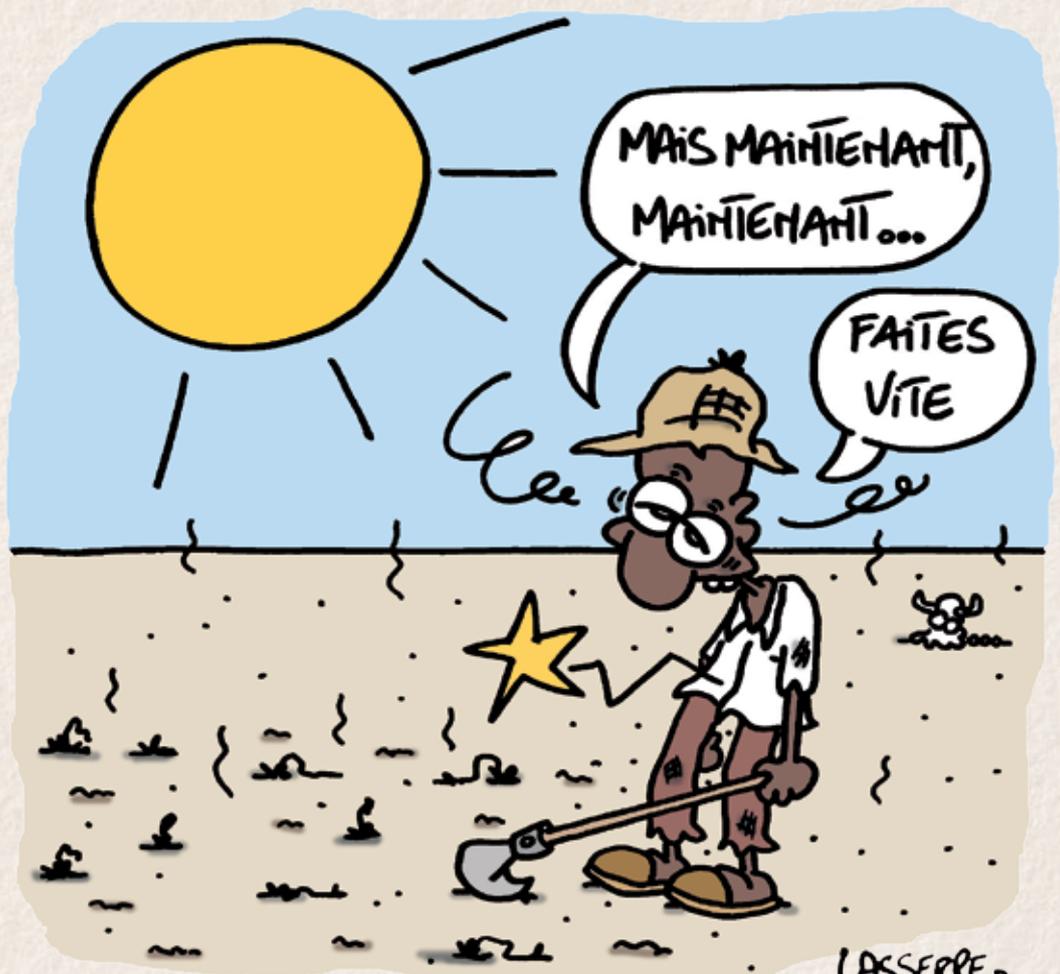
ARTISANS
DU MONDE

POUR UN COMMERCE
ÉQUITABLE

Le défi de la Souveraineté alimentaire

Promouvoir une agriculture soutenable pour répondre aux enjeux agricoles et alimentaires, au nord comme au sud

LE CHANGEMENT D'AGRICULTURE, C'EST MAINTENANT



LE DÉFI DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Par Marie-Paule JAMMET & Jean HUET – coprésidents de la fédération Artisans du Monde

édito

La souveraineté alimentaire¹ est un concept développé et présenté pour la première fois par La Via Campesina lors du Sommet de l'alimentation organisé par la FAO² à Rome en 1991. Il a depuis été repris et précisé, entre autres par le mouvement altermondialiste lors des différents Forums Sociaux Mondiaux depuis 2011. Les acteurs du commerce équitable se sont inspirés et emparés de cette notion afin que leurs pratiques ne viennent pas en obstacle à ce nouveau droit : celui de laisser la possibilité aux populations, aux Etats ou aux groupes d'Etats de mettre en place les politiques agricoles les mieux adaptées aux besoins et aux pratiques agricoles de leurs populations. La souveraineté alimentaire est donc une rupture par rapport à l'organisation actuelle des marchés agricoles mise en œuvre par l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et l'Union européenne.

La souveraineté alimentaire privilégie des techniques agricoles qui favorisent l'autonomie des paysans. Elle est donc favorable à l'agriculture biologique et à l'agriculture paysanne. Elle refuse l'utilisation des plantes transgéniques en agriculture. Toutes ces préoccupations sont celles des acteurs du commerce équitable et sont inscrites dans leurs principes. En plus de cela, Artisans du Monde, avec ses partenaires du nord et du sud, mène des campagnes de plaidoyer pour informer les citoyens sur les politiques et orientations internationales (OMC ou APE - Accords de Partenariat Economiques) qui, dans l'état actuel, vont à l'encontre du droit à la souveraineté alimentaire. Ces mobilisations se poursuivent ensuite pour exiger que ce droit soit partout respecté, au nord comme au sud.

Dans ce nouveau numéro d'Équité, nous précisons les contours de cette revendication du droit à la souveraineté alimentaire. Des auteurs de tous horizons, chercheurs, militants paysans, organisations de commerce équitable, associations de solidarité internationale, apportent et partagent ici leurs visions, leurs pratiques de la souveraineté alimentaire. En savoir plus sur les autres formes d'agricultures, mieux comprendre les enjeux d'aujourd'hui et de demain d'une agriculture familiale et paysanne, mélanger les points de vue et les expériences, enrichir ses connaissances sur la contribution du commerce équitable, de l'agro-écologie au maintien des cultures vivrières, et plus largement aux défis de l'agriculture et de l'alimentation mondiale... tel est le but recherché par ce nouveau numéro d'Équité.

Lectrices, lecteurs, engagé(e)s à coup sûr pour un autre monde, prenez le temps de découvrir ce bulletin riche d'apprentissages.

Bien à vous.



M-P. Jammet



J. Huet

sommaire

AGRICULTURE MONDIALE : CONSTATS ET ENJEUX

- L'agriculture mondiale face aux défis de l'humanité 3
- Comment nourrir le monde sans le détruire 5
- Quelques définitions... Sécurité alimentaire, droit à l'alimentation et souveraineté alimentaire 6
- Les grands principes fondant l'agro-écologie 8
- L'agriculture paysanne n'est pas une posture idéologique, c'est ce que nous sommes 9

SENSIBILISER, FAIRE CONNAITRE

- L'agriculture biologique / agro-écologique peut-elle nourrir le monde ? Le faux-débat ! 10
- Pour une éducation à l'alimentation solidaire et responsable 12
- Artisans du Monde et souveraineté alimentaire : travailler sur le front des alternatives et sur le front des idées 13
- Le CFSI : une ong engagée pour promouvoir le droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire 14
- Les moissons du futur : un film pour mettre en lumière des alternatives agricoles à travers le monde 15

SOUTENIR LES ALTERNATIVES

- Soutenir une agriculture familiale à taille humaine pour une autonomie alimentaire des populations 16
- Éthiquable, le commerce équitable pour défendre l'agriculture paysanne 17
- Soppexcca, une coopérative de café créée pour mettre en œuvre les principes de la souveraineté alimentaire 17
- Le projet fonio : créer une filière équitable Sud-Sud pour renforcer la souveraineté alimentaire au Burkina 18
- Rapprocher les producteurs du Sud et du Nord pour promouvoir l'agriculture paysanne 19
- Soutenir des modes de productions agricoles plus durables : le rôle du consommateur ? 19
- Jardins de cocagne et AMAP : deux initiatives pour une alimentation alternative porteuse de sens 20

AGIR ET SE MOBILISER

- Pour empêcher de nouvelles crises alimentaires : faire agir la France et l'Union Européenne sur les agro-carburants 22
- Réformer la politique agricole commune 23
- Pour des politiques européennes cohérentes avec le développement 23

AGRICULTURE MONDIALE CONSTATS ET ENJEUX

Émeutes de la faim, flambée des prix, famines dans la corne de l'Afrique, autant d'exemples flagrants d'une situation alimentaire mondiale qui ne permet pas au 21^e siècle de nourrir correctement l'humanité.

Afin de réfléchir, dans la suite de ce bulletin *Équité*, aux pistes de solutions et aux options qui existent, il est important de commencer par établir un constat clair de la situation : quel est l'état des lieux de l'agriculture mondiale ? Quelles sont les origines de cette situation ? Pourquoi l'agriculture représente-t-elle aujourd'hui un levier important pour répondre aux défis de l'humanité ? Existents-ils plusieurs types d'agriculture ? Quel est aujourd'hui le cadre juridique et politique de l'agriculture (sécurité alimentaire, droit à l'alimentation, souveraineté alimentaire) ? Autant de questions que nous vous proposons d'aborder en premier lieu dans ce chapitre.

L'agriculture mondiale face aux défis de l'humanité...

Par Laurent LEVARD – ingénieur agronome et chargé de programmes au GREP



© Bénédicte Hermelin

L'évolution de l'agriculture au cours des dernières décennies est marquée par cinq processus essentiels :

- l'expansion dans un certain nombre de régions du monde de la révolution agricole du XX^e siècle, également appelée révolution verte dans les pays du Sud. Celle-ci repose, d'une part, sur la motorisation, la chimisation (engrais, pesticides, etc.) et souvent l'irrigation intensive de l'agriculture, et, d'autre part, sur la sélection de variétés de plantes et de races d'animaux domestiques à haut potentiel génétique et adaptées à ces nouvelles techniques. L'expansion de cette révolution agricole s'est traduite, là où elle a été mise en œuvre, par un très fort accroissement de la productivité du travail agricole et une baisse tendancielle du prix des produits ;
- la libéralisation des marchés agricoles, qui se traduit par la mise en concurrence sur

un même marché d'une grande partie des agricultures du monde, celles-ci étant ainsi soumises à une uniformisation des prix payés aux producteurs ;

- la domination croissante de quelques firmes multinationales intervenant soit en amont de la production agricole (fabrication d'engrais et de matériel agricole, etc.), soit en aval (agro-industrie, négoce, grande distribution). Cette domination influe fortement les choix productifs des agriculteurs et se traduit par une pression accrue à la baisse des prix payés aux producteurs ;
- le détournement, depuis une dizaine d'années, d'une partie de la production agricole vers la fabrication d'agro-carburants ;
- une explosion récente des phénomènes d'accaparement des terres au détriment des populations paysannes.

L'expansion de la révolution agricole du XX^e siècle a permis d'accroître fortement la production mondiale (du fait principalement de la hausse des rendements à l'hectare) et de répondre à l'augmentation des besoins alimentaires générée par la croissance démographique (3 milliards d'habitants en 1960 / 7 milliards en 2012) et par l'évolution des modes de consommation (consommation accrue de produits d'origine animale). Cependant près d'un milliard de personnes ne mangent pas à leur faim et deux milliards souffrent de carences nutritionnelles.

Dans le même temps, une partie importante de la paysannerie mondiale est en crise. En effet, les inégalités de productivité du travail agricole, et donc de revenus, sont devenues considérables. À un extrême, on trouve de très grandes exploitations bénéficiant de conditions agro-climatiques favorables et ayant mis en œuvre la révolution agricole du XX^e siècle. À l'autre extrême, une partie de la paysannerie travaille sur de très faibles surfaces (d'autant plus que la croissance démographique se traduit par un morcellement des exploitations) et n'a pas eu les moyens d'accroître suffisamment son capital d'exploitation (cheptel qui permet la fumure des champs cultivés, matériel) en vue d'améliorer les rendements à l'hectare. De plus, pour cette paysannerie, les techniques de la révolution verte sont souvent inadaptées (ces techniques nécessitent en effet des conditions naturelles

relativement favo- rables et stables dans le temps). On trouve bien entendu une grande diversité de situations intermédiaires entre ces deux extrêmes, mais, globalement, les écarts de productivité du travail agricole dans le monde peuvent aller d'un rapport de 1 à 2 000. Les écarts de revenus peuvent être encore plus importants car les agriculteurs des pays riches bénéficient, en plus, de subventions publiques.

La crise de cette agriculture familiale se répercute sur l'ensemble des sociétés car elle génère un courant d'exode rural, l'expansion d'un chômage de masse et la possibilité pour les employeurs de maintenir une surexploitation du travail dans l'ensemble des secteurs d'activités.

Dans le même temps, la crise de la paysannerie limite ses possibilités d'accroître la production agricole. Nombre de pays ayant ouverts leurs marchés et ayant négligé le soutien à l'agriculture familiale deviennent de plus en plus dépendants des importations alimentaires, se trouvent dans une situation extrêmement vulnérable en cas de flambée des prix mondiaux, comme on l'a vu en 2007-2008, et à nouveau depuis mi-2010.

Par ailleurs, le modèle agricole actuel est à l'origine d'une crise écologique majeure : dégradation de la fertilité des sols, pertes de terres agricoles, déforestation, diminution de la biodiversité, épuisement de ressources naturelles non renouvelables (carbone fossile, phosphates, eau), contaminations de l'environnement, contribution au réchauffement climatique. La crise écologique apparaît comme le résultat conjugué de trois facteurs :

→ d'une part le modèle de production productiviste issu de la révolution agricole du XX^e siècle,

→ d'autre part, l'expansion d'une agriculture capitaliste visant la rentabilité immédiate du capital et pour laquelle la dégradation de l'environnement ne constitue pas un véritable problème,

→ enfin, la crise de la paysannerie, qui, du fait même de cette crise, n'est pas en mesure de mettre en œuvre des pratiques agricoles qui protégeraient et amélioreraient la fertilité des écosystèmes cultivés.

La poursuite des tendances actuelles (libéralisation de l'agriculture, expansion du modèle productiviste, accaparement des terres, détournement de la production agricole pour la fabrication d'agro-carburants, urbanisation de terres agricoles et mise en culture des terres forestières) ne peut que mener à un renforcement de la crise alimentaire, sociale et écologique mondiale, d'autant plus que la production sera également affectée par le réchauffement climatique global (on observe d'ailleurs depuis une quinzaine d'années un très fort ralentissement de la hausse des rendements, lequel illustre également les limites du système productiviste).

Au cours des décennies à venir, l'agriculture devra faire face à un triple défi. Elle devra d'abord répondre aux besoins alimentaires croissants de l'Humanité. Afin de nourrir correctement la population mondiale, la production devra croître de 50 à 80 % d'ici 2050. L'agriculture devra également maintenir un maximum de personnes en activité, car les autres secteurs de production (artisanat, industrie, services) ne seront pas en mesure de capter l'excédent de main d'œuvre d'origine agricole. Elle devra enfin tout à la fois s'adapter au changement climatique et initier une transition vers une agriculture écologique. L'agriculture écologique est une agriculture utilisant au mieux les potentialités des écosystèmes cultivés en matière de captation des ressources naturelles externes (énergie solaire, carbone et azote atmosphériques permettant de fabriquer respectivement des calories et des protéines, minéraux du sous-sol, etc.), mettant pleinement à profit les interrelations et les flux internes de ces écosystèmes (intégration entre agriculture, élevage et végétation arborée, etc.) et se pré-

occupant de la préservation et de l'amélioration de son potentiel productif.

C'est pourquoi une nouvelle révolution agricole est nécessaire. Il s'agit d'une agriculture experte, utilisant davantage de travail (et cela tombe bien, car, comme nous l'avons mentionné, le maintien d'emplois agricoles constitue justement un enjeu fondamental des décennies à venir). Seule l'agriculture familiale est susceptible d'être réellement intéressée au développement de telles pratiques, au contraire de l'agriculture capitaliste pour qui elles apparaissent trop « coûteuses » en travail et dont la préoccupation fondamentale est le profit immédiat, indépendamment des impacts écologiques de long terme.

Mais, la condition pour cela est que cette agriculture familiale soit en bonne santé économique, et donc qu'elle ait un accès dans de bonnes conditions aux ressources productives (notamment la terre et le crédit) et qu'elle bénéficie d'un environnement économique favorable, et notamment des prix agricoles suffisamment rémunérateurs et stables. Des mécanismes doivent également être mis en œuvre pour permettre les échanges entre agriculteurs, afin d'assurer la diffusion des innovations les plus prometteuses.

Si l'agriculture familiale peut donc permettre d'apporter une réponse aux grands défis à venir de l'humanité (sécurité alimentaire, emploi, préservation de l'écosystème planétaire), elle ne sera en mesure de le faire que si elle est protégée de l'expansion de l'agriculture capitaliste et plus globalement des intérêts de l'agro-business, et que si elle bénéficie de politiques agricoles appropriées. Les pays et ensembles régionaux du Sud ne peuvent être en mesure de mettre en œuvre de telles politiques agricoles que si leur droit à la souveraineté alimentaire est reconnu au niveau international.

www.gret.org



Comment nourrir le monde sans le détruire ?

Par Marc DUFUMIER
Professeur émérite à AgroParisTech

C'est la pauvreté qui explique pourquoi tant de personnes souffrent encore de la faim ou de la malnutrition dans le monde. Alors même qu'une part croissante des productions végétales est vendue sur des marchés solvables pour alimenter des animaux³ ou produire des agro-carburants, les populations les plus pauvres du Sud ne parviennent pas à en acheter pour leur alimentation. Le paradoxe est que ceux qui souffrent ainsi de la faim sont pour les deux tiers des paysans dont les bas revenus ne leur permettent plus d'acheter suffisamment de nourriture ou de s'équiper correctement pour produire par eux-mêmes de quoi manger. Le dernier tiers est constitué de familles ayant quitté prématurément la campagne, faute d'y être restées compétitives, et qui ont rejoint les bidonvilles des grandes cités sans pouvoir y trouver des emplois rémunérateurs.

La question alimentaire ne sera donc finalement résolue que si les paysannes du Sud arrivent à équiper davantage leurs exploitations et parviennent ainsi à accroître par elles-mêmes leurs productions agricoles et alimentaires pour sortir définitivement de la pauvreté. Le défi est de parvenir à un doublement de la production alimentaire végétale dans le monde, en moins d'un demi-siècle, en s'adaptant au probable réchauffement climatique, en évitant les émissions de gaz à effet de serre et en respectant au mieux le cadre de vie des populations rurales et urbaines. À quoi s'ajoute aussi l'exigence de ne pas sacrifier à plus ou moins long terme les potentialités productives (la fertilité) des écosystèmes cultivés et pâturés, au nom de la satisfaction des besoins immédiats.

Force nous est de reconnaître aujourd'hui les limites de ce que l'on a un peu trop vite qualifié « révolution verte », à savoir l'emploi de variétés dites "améliorées" mais dont la croissance et le développement exigent en fait un recours intensif à des engrais de synthèse et des produits phytosanitaires. Depuis quelques années déjà, les rendements céréaliers n'augmentent plus dans les mêmes proportions qu'autrefois dans les pays du Sud et tendent même parfois à baisser, lorsque, du fait des pratiques agricoles employées, sont apparus de graves déséquilibres écologiques : prolifération d'insectes prédateurs et d'agents

pathogènes résistants aux pesticides, multiplication d'herbes adventives dont les cycles de développement sont apparentés à ceux des plantes trop fréquemment cultivées (sans véritable rotation), disparition d'insectes pollinisateurs, diminution du taux d'humus dans les sols et épuisement de ces derniers en certains oligo-éléments, salinisation des terrains mal irrigués et insuffisamment drainés, épuisement des nappes phréatiques, etc. À quoi s'ajoutent la pollution fréquente des eaux de surface et souterraines, liée à l'utilisation répétée d'engrais de synthèse et de produits phytosanitaires, la propagation involontaire de maladies ou de parasites véhiculés par les eaux d'irrigation (bilharziose, paludisme, etc.), l'exposition accrue des sols à l'érosion pluviale ou éolienne...

Or d'un point de vue strictement technique, il existe en fait d'ores et déjà des systèmes de culture et d'élevage, inspirés de l'agro-écologie, susceptibles d'accroître les productions à l'hectare, tant dans les pays du Sud que ceux du Nord, sans coût majeur en énergie fossile ni recours exagéré aux engrais de synthèse et produits phytosanitaires : association de diverses espèces et variétés rustiques dans un même champ, de façon à intercepter au mieux l'énergie lumineuse disponible et transformer celle-ci en calories alimentaires par le biais de la photosynthèse, intégration de légumineuses dans les rotations de façon à utiliser l'azote de l'air pour la synthèse des protéines et la fertilisation des sols, implantation ou maintien d'arbres d'ombrage ou de haies vives pour protéger les cultures des grands vents et héberger de nombreux insectes pollinisateurs, utilisation d'arbres à enracinement profond pour puiser les éléments minéraux libérés lors de l'altération des roches mères en sous-sol, association de l'élevage à l'agriculture, utilisation des sous-produits végétaux dans les rations animales et fertilisation organique des sols grâce aux excréments animaux, fabrication de composts et de fumiers, etc. Ces formes d'agriculture qui font un usage intensif des ressources naturelles renouvelables sont aussi, il est vrai très exigeantes en travail. Mais n'est-il pas raisonnable de promouvoir des agricultures intensives en emploi dans les pays du Sud où prévaut souvent un chômage exorbitant ?

La fonction des ingénieurs agronomes paraît en fait devoir être totalement repensée. Il leur faudrait tout d'abord reconnaître que le travail des agriculteurs ne se limite pas seulement à la conduite d'une culture ou d'un troupeau, mais consiste plutôt en l'artificialisation et la mise en valeur d'écosystèmes complexes, de façon à en tirer périodiquement des matières utiles, sans mettre en péril leurs potentialités productives à long terme. Plutôt que de vouloir sans cesse élaborer de prétendues améliorations en stations expérimentales, ils devront désormais rendre plus intelligible le fonctionnement concret des écosystèmes aménagés par les agriculteurs, et expliquer les effets des diverses techniques pratiquées sur les rendements des cultures et les performances des troupeaux. De même leur faudra-t-il aussi élaborer des modèles prédictifs visant à rendre compte des effets probables des nouvelles techniques mises en œuvre sur le devenir des agroécosystèmes et la pérennité de leurs potentialités productives.

Les paysannes du Sud ont donc besoin de recherches qui soient à la fois plus fondamentales et plus respectueuses de leurs conditions et de leurs savoir-faire. Mais il convient de ne pas se tromper : les obstacles à l'élévation de la productivité du travail agricole dans les pays du Sud, dans le plus grand respect de leur environnement, ne sont souvent pas tant d'ordre technique que de nature socio-économique ; ils résultent bien plus souvent d'un accès limité aux crédits, de conditions imposées par les entreprises situées en amont ou en aval, de structures agraires injustes, de législations foncières inadéquates et des conditions inégales dans laquelle se manifeste presque toujours la concurrence entre producteurs sur les marchés mondiaux des produits agricoles et alimentaires. Le fait que les paysans soient bien souvent capables d'inventer par eux-mêmes des systèmes de production agricole conformes aux exigences du développement « durable », ne veut pas dire en effet pour autant que leur situation socio-économique soit toujours favorable à cet effet.

Livre paru
*Famine au Sud,
malbouffe au Nord*
Édition NiL, Paris 2012



3 | Il faut environ entre 3 et 10 calories végétales pour produire une calorie animale

Quelques définitions...

« *La sécurité alimentaire doit être au centre du développement en Afrique* »

Sécurité alimentaire

« *La sécurité alimentaire est assurée quand toutes les personnes, en tout temps, ont économiquement, socialement et physiquement accès à une alimentation suffisante, sûre et nutritive qui satisfait leurs besoins nutritionnels et leurs préférences alimentaires pour leur permettre de mener une vie active et saine.* »

Sommet Mondial de l'Alimentation, 1996

« [...] Une alimentation de qualité assure le lien entre la sécurité alimentaire et le développement humain. Des populations bien nourries sont plus à même d'exercer leurs libertés et leurs capacités dans différents domaines, ce qui est l'essence même du développement humain ; elles sont aussi mieux en mesure d'exiger de leurs dirigeants qu'ils assurent leur sécurité alimentaire. L'approche classique du

développement humain met l'accent sur les droits et les capacités. La sécurité alimentaire doit donc être utilisée comme un levier permettant aux populations de faire leurs propres choix et de renforcer leur résilience face aux chocs. Cela suppose d'assurer le droit des populations à l'alimentation, lequel repose sur un revenu, des structures commerciales, des règles institutionnelles et une gouvernance qui permettent aux

personnes pauvres d'acheter et de vendre des denrées alimentaires sur des marchés équitables à des prix justes. [...] »

Extrait du rapport du PNUD
Programme des Nations Unies pour le
Développement – 15 mai 2012

www.afhdr.org

« *Le droit à l'alimentation : un droit humain fondamental stipulé par l'ONU et reconnu par des traités régionaux et de nombreuses constitutions nationales* »

Droit à l'alimentation

« *Le droit d'avoir un accès régulier, permanent et non restrictif, soit directement ou au moyen d'achats financiers, à une alimentation quantitativement et qualitativement adéquate et suffisante correspondant aux traditions culturelles du peuple auquel le consommateur appartient, et qui lui procure une vie physique et mentale, individuelle et collective, épanouissante et exempte de peur.* »

Rapporteur spécial pour le droit à l'alimentation aux Nations Unies Olivier de Schutter

« [...] Le droit à l'alimentation est un droit humain. Reconnu aujourd'hui au niveau national, régional et international, il est universel et appartient à chaque personne et groupe humain [...]

Le droit à l'alimentation a été reconnu dans de nombreux textes aux niveaux international, régional et national. Au niveau international, les deux textes principaux sont la Déclaration universelle des droits de l'Homme de 1948 et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966. Réaffirmé dans les directives volontaires de la FAO en 2004. Le droit à l'alimentation a deux composantes essentielles : la disponibilité de l'alimentation et l'accès à l'alimentation [...]

S'il y a 852 millions de personnes sous-alimentées dans le monde, c'est que le droit à l'alimentation est violé à chaque instant, pratiquement dans tous les pays.

À de très rares exceptions près, aucune plainte n'est jamais déposée, aucun gouvernement n'est jamais attaqué en justice, aucune victime n'obtient jamais réparation et compensation. Le droit à l'alimentation est un droit humain et non pas une option politique que les Etats peuvent choisir de suivre ou de ne pas suivre. Sa reconnaissance implique donc des obligations pour les Etats. Il n'est pas normal, ni tolérable, que les Etats honorent uniquement leurs engagements concernant les accords économiques et commerciaux au niveau international, au détriment de leurs engagements en matière de droits humains qui s'avèrent par ailleurs très souvent incompatibles avec les premiers. Pourtant, la primauté des droits humains sur tout accord économique ou commercial a été,

à maintes reprises, affirmée par les résolutions adoptées dans les instances onusiennes par ces mêmes Etats. Dans les faits, les moyens de revendiquer la réalisation du droit à l'alimentation et les chances d'obtenir réparation ou compensation dépendront largement de l'information et des mécanismes de contrôle disponibles aux niveaux national, régional et international. [...] »

Extraits de la brochure élaborée par
Christophe GOLAY – Conseiller du
Rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à
l'alimentation & Melik ÖZDEN – Directeur
du Programme Droits Humains du CETIM et
Représentant permanent auprès de l'ONU

www.cetim.ch/fr/documents/bro1-alim-fr.pdf

La souveraineté alimentaire : un nouveau droit... pour quoi faire ?

Souveraineté alimentaire

La Via Campesina (LVC) définit la première fois la Souveraineté Alimentaire lors du sommet mondial de l'alimentation à Rome en 1996 : « le droit de chaque nation de maintenir et développer sa capacité de produire ses aliments de base, dans le respect et la diversité culturelle et culturelle ».

La LVC élargit le concept en 2000 « le droit des peuples à définir leurs politiques agricoles et alimentaires ».

En 2003 un document interne ajoute « sans dumping vis à vis des autres pays ».

« La souveraineté alimentaire désigne le DROIT des populations, de leurs pays ou Unions à définir leur politique agricole et alimentaire, sans dumping vis à vis des pays tiers »

Via Campesina 2003

Quelle origine ?

Le mouvement paysan international « La Via Campesina » (LVC) est à l'origine de ce concept de souveraineté alimentaire. LVC résiste encore aujourd'hui à établir une définition figée car elle considère la souveraineté alimentaire comme un « concept en action » : une proposition politique de modèle agricole et d'échanges née des pratiques des paysans à travers le monde. Chaque jour ces pratiques font évoluer le concept pour l'améliorer et le maintenir vivant. Construit comme un nouveau droit, il n'est pour le moment pas reconnu par les Nations Unies et reste une lutte quotidienne pour des millions de paysans qui y voient non seulement un nouveau système agricole, mais plus largement un nouveau paradigme.

Quels axes d'action ?

- donner la **priorité à la production locale** pour nourrir la population;
- permettre aux paysans d'**avoir accès aux moyens de production**, la terre, l'eau, les semences, aux crédits ;
- **mettre fin à toutes les pratiques de dumping** et de permettre aux États de **protéger des importations agricoles et alimentaires à bas prix** ;
- permettre aux paysans et aux citoyens de **participer aux choix des politiques agricoles** et de consommer une nourriture conforme à leurs attentes ;



www.viacampesina.org

Quelle champ d'action ?

« La Souveraineté Alimentaire n'est pas une proposition de réforme sectorielle destinée à ne bénéficier qu'aux producteurs d'aliments qu'ils soient paysans ou pêcheurs. Au contraire, la Souveraineté Alimentaire a des répercussions sur l'ensemble des autres secteurs de la société, en garantissant des prix décentés aux paysans, elle leur permet de vivre dans leur communauté et limite l'exode vers les centres urbains ; c'est une proposition citoyenne globale qui n'aura de chance d'aboutir et d'être adoptée sur la scène internationale que si elle est activement supportée par des secteurs de la population qui ne produisent pas directement leur alimentation. »

forum mondial d'organisations militant pour une souveraineté alimentaire mondiale
www.nyeleni.org

Une plateforme européenne pour la souveraineté alimentaire née en 2011 !

[...]

Nous sommes convaincus que la Souveraineté Alimentaire est, non seulement, un pas en avant pour un changement des systèmes agricoles et alimentaires mais que c'est aussi un pas en avant pour un changement structurel de nos sociétés. Dans cette perspective, nous nous engageons à lutter pour :

- Changer la manière dont la nourriture est produite et consommée [...]
- Changer la manière dont la nourriture est distribuée [...]
- Valoriser et améliorer le travail et les conditions sociales dans les systèmes alimentaires et agricoles [...]
- Revendiquer le droit aux biens communs [...]
- Changer les politiques publiques qui gouvernent nos systèmes alimentaires et agricoles [...]

Nous appelons les peuples et les mouvements sociaux d'Europe à s'engager, avec nous, dans toutes nos luttes pour reprendre le contrôle de nos systèmes alimentaires et construire le mouvement pour la Souveraineté Alimentaire en Europe MAINTENANT !

www.nyelenieurope.net

Agricultures : l'impossible typologie !

Lorsqu'on parle des différents modèles d'agriculture on fait souvent l'amalgame entre les différents types d'unités de production et les différents modes de production eux-mêmes, c'est-à-dire, entre « qui » produit et « comment » on produit !

→ Comment est-ce produit ? de manière conventionnelle (avec intrants de synthèse de manière intensive ou raisonnée), de manière biologique ou biodynamique (sans intrants de synthèse), de manière agro-écologique (en construisant un système de production diversifié et adapté au milieu)...

→ Qui produit ? structure familiale (les producteurs sont les propriétaires), structure capitaliste/industrielle (les propriétaires apportent le capital et emploient des salariés pour produire généralement sur de très grandes surfaces et de manière très intensive), structure paysanne (qui comprend tant un aspect familial qu'un aspect de modes de production le plus souvent agro-écologiques).

Mais attention aux conclusions hâtives... une structure familiale peut être très grande, capitaliste et produire de manière biologique ! Quant à l'agro-écologie, elle est multidimensionnelle : une discipline scientifique, un ensemble de pratiques et un mouvement social de contestation. Elle est surtout plus un état d'esprit (adaptation à chaque situation) qu'un ensemble de recettes miracles toutes faites ! Ce qui la rend compliquée à définir...

Conclusion : en matière de système agricole comme ailleurs, il faut préciser de quoi on parle !

Les grands principes fondant l'agro-écologie



© FAdM

Contrairement à l'agriculture intensive conventionnelle qui s'appuie sur l'usage d'intrants externes d'origine chimique, l'agro-écologie cherche à intensifier la production tout en respectant les équilibres naturels et en privilégiant le recyclage. L'agro-écologie repose sur un certain nombre de principes pouvant s'appliquer de la gestion d'une parcelle à celle d'un territoire. Les principes clés de l'agro-écologie sont :

- améliorer le renouvellement de la biomasse et optimiser la disponibilité des nutriments et l'équilibre des flux de nutriments ;
- assurer des conditions des sols favorables pour la croissance de la plante, particulièrement par la gestion de la matière organique, la couverture des sols et l'amélioration de l'activité biologique des sols ;
- minimiser les pertes en énergie solaire, en air et en eau par la gestion du microclimat, la récupération des eaux et la gestion du sol, à travers une augmentation de la couverture des sols ;
- promouvoir la diversification génétique et des espèces de l'agro-écosystème dans le temps et dans l'espace ;

→ valoriser les interactions biologiques bénéfiques et les synergies entre des éléments issus de la biodiversité, pour mettre en avant les processus et les services écologiques clés.

Une agriculture plus autonome et plus locale

L'agro-écologie se fonde sur un postulat de base : la manière dont l'agriculture traditionnelle a travaillé un écosystème est la source de connaissances la plus pertinente pour comprendre un agrosystème. C'est ainsi que l'agro-écologie tente de concilier les pratiques traditionnelles et bien maîtrisées par les paysans avec les acquis scientifiques, ainsi que les ressources disponibles localement (humaines, matérielles et économiques). Elle vise à la réduction des coûts par la réduction des dépendances externes, qu'ils s'agissent d'intrants, d'énergie ou de techniques inappropriées. Enfin, l'agro-écologie constitue une démarche qui, à l'échelle d'un territoire, amène à produire et à consommer une plus grande variété de productions, à une échelle plutôt locale, notamment en favorisant la polyculture et les circuits courts.

Source : bulletin de synthèse d'Inter-Réseaux et de SOS Faim sur l'agro-écologie
www.sosfaim.be/pdf/publications/defis_sud/103/complet-agroecologie.pdf

« L'agriculture paysanne n'est pas une posture idéologique, c'est ce que nous sommes »

Par Josie RIFFAUD – paysanne en Gironde représentante européenne au Comité de Coodination de Via Campesina International

La confédération paysanne est un syndicat agricole dont la vocation est de défendre l'agriculture paysanne, les travailleurs et travailleuses de la terre et de la mer. Sa mission est bien la défense des intérêts paysans mais en respectant aussi les intérêts du reste de la population et de la nature. La Via Campesina est le mouvement paysan international dont la confédération paysanne est l'un des membres fondateurs. Nous sommes riches de notre diversité et n'avons pas la volonté d'imposer des pratiques agricoles spécifiques mais plutôt de réfléchir collectivement aux agricultures d'aujourd'hui et de demain, celles qui seront en mesure de répondre aux attentes de toutes les populations ; attentes d'ordre alimentaire, culturel, sanitaire, économique, social, environnemental, climatique.

Il s'agit de promouvoir une agriculture à petite échelle qui tende vers une production agricole de qualité, idéalement biologique, qui soit la plus autonome possible vis-à-vis de l'agro-industrie pour les semences, les intrants ainsi que pour la distribution ; la mieux adaptée aux besoins locaux, qui soit pratiquée dans un esprit de solidarité et non de concurrence avec les voisins et les voisines... Défendre l'agriculture paysanne n'est pas une posture idéologique, c'est défendre ce que nous sommes, ce que nous faisons ; ce

qui nous a été transmis par les savoir-faire, et les traditions locales ; ce que nous pouvons inventer pour un futur viable. Cette agriculture la, axée en priorité sur la production vivrière et locale a fait ses preuves.

Défendre l'agriculture paysanne c'est œuvrer pour se débarrasser de l'emprise de la propagande productiviste ; celle qui a sévit depuis les années 50 et a permis l'industrialisation de l'agriculture mais aussi la spécialisation des régions avec la théorie des avantages comparatifs, le libre-échange.

Des batailles rudes sont menées par nos membres, notamment :

→ Contre l'Organisation Mondiale du Commerce, et les accords de libre-échange ; pour le droit de Souveraineté alimentaire.

→ Contre la banque mondiale, le Fonds monétaire international, les ajustements structurels et la dette qui sont des outils de destruction des politiques agricoles et des agricultures paysannes vivrières au profit de l'agriculture d'exportation et maintenant au profit des agro carburants.

→ Contre les organismes génétiquement modifiées, pour le droit de produire et utiliser et échanger des semences paysannes.

→ Contre les accaparements de terre, de l'eau et la brevetabilité du vivant. Pour des réformes agraires intégrales.

→ Pour l'adoption d'une convention des droits des paysans et des paysannes à l'Onu.

→ Nous sommes en ce moment très présents sur les questions climatiques car les différents sommets qui se succèdent mettent en place ce que nous appelons des « fausses solutions », type crédits carbone, mécanismes de compensation, marchandisations des écosystèmes... Ces propositions sont toutes fortement destructrices des agricultures paysannes.

Par leurs actions collectives et leurs analyses, les paysans et les paysannes du monde agissent dans un cadre de solidarité internationale afin de gagner la souveraineté alimentaire et par ce biais, éradiquer la malnutrition, la famine, les injustices sociales tout en respectant les droits de la Nature. Seules les agricultures paysannes peuvent répondre à ces obligations.

**Globalisons la lutte,
globalisons l'espoir !**

www.confederationpaysanne.fr

www.viacampesina.org



© Philippe Revelli

Dans un contexte de crise économique aigue l'agenda international s'est largement détourné des questions agricoles pour se focaliser sur le sauvetage du système bancaire mondial, sur les dettes souveraines, etc. Bien sûr, à l'occasion de crises majeures et spectaculaires comme les émeutes de la faim, nos dirigeants se rendent compte à nouveau du « problème agricole et alimentaire » et prennent ici ou là des mesures ponctuelles et d'urgence. Mais ces épisodes extrêmes ne sont que la partie émergée de l'iceberg. La faim dans le monde est un problème chronique qui trouve ses origines dans un modèle agricole et commercial à bout de souffle, incapable de répondre aux défis mondiaux actuels (écologiques, sociaux, alimentaires).

Face à ce modèle soutenu par les puissances financières et le dogme économique libéral dominant, il est nécessaire de faire connaître et reconnaître les alternatives existantes. Il est nécessaire de remettre ces questions aux cœurs des débats de société car la réforme de notre agriculture et de notre alimentation est un levier important pour réduire la pauvreté et contribuer à répondre aux enjeux mondiaux. Sans angélisme ou crédulité, il s'agit de sortir des idées préconçues et des modèles que nous avons toujours connus pour trouver de nouvelles voies, qui, si elles ne sont pas miraculeuses, offrent peut être de nouvelles réponses.

L'agriculture biologique, agro-écologique peut-elle nourrir le monde ? Le faux débat !

Par David ERHART – responsable des campagnes et du plaidoyer – Fédération Artisans du Monde

Évidemment comparer les rendements d'une agriculture ultra intensive avec une agriculture biologique dans les pays développés montre que cette dernière provoque une baisse substantielle de rendement (de l'ordre de 30 %). Comment alors prôner cela alors que nous savons qu'il va falloir augmenter la production mondiale pour répondre à l'évolution démographique ?

Parce que l'augmentation de production ne se pose pas dans les pays développés mais bien dans les pays en développement, dans les zones d'agriculture vivrière ou les marges de progrès sont considérables et où les conditions sont extrêmement variables et difficiles (sécheresse, inondations, altitude, etc.). Ces pratiques « biologiques » ou « agro-écologiques » seraient à même d'augmenter la production dans ces zones⁴ mais la ferait baisser dans les pays « du nord »... impliquant ainsi une redéfinition des stratégies alimentaires mondiales : relocalisation, souveraineté alimentaire, etc. Encore une fois, la transition vers une agriculture durable ne doit pas être pensée comme une solution miracle capable de produire mieux en gardant le système actuel



mais bien comme une solution impliquant une refonte totale du système agricole et alimentaire mondial. En d'autres termes, « l'agriculture biologique peut-elle nourrir la planète ? » n'est probablement pas la bonne question dans la mesure où nourrir la planète dépend plus de la politique et de l'économie que de n'importe quelle innovation technique. On peut augmenter les rendements tant qu'on voudra, si les personnes ne peuvent pas obtenir ces produits, le problème de la faim perdurera...

Aussi, pour assurer la réussite de cette éventuelle transition agricole à l'échelle mondiale, il faudra la soutenir fortement : former les paysans (c'est une agriculture technique et complexe), augmenter la recherche agronomique pour s'adapter aux différentes conditions, trouver des variétés adaptées, régler les problèmes de gaspillage, modifier les règles du commerce international (dumping, etc.) car évidemment, seule, l'agriculture biologique / agro-écologique / paysanne, ne pourra pas tout régler !

À partir des articles :

« L'agriculture biologique peut-elle nourrir le monde ? »

www.delaplanete.org/L-agriculture-biologique-peut-elle.html

« Seule, elle ne pourra pas tout régler » - entretien avec Marjolein Visser, agro-économiste :

www.sosfaim.be/pdf/publications/defis_sud/103/complet-agroecologie.pdf

4 | Étude de l'équipe de Per Pinstrup Andersen, professeur à Cornell et gagnant du World Food Prize à l'IRAB - Institut de recherche sur l'Agriculture Biologique - Suisse. / Étude des chercheurs de l'Université d'Essex (Jules Pretty et Rachel Hine) : plus de 200 projets agricoles dans les pays en voie de développement - ce qui inclut 9 millions de fermes sur près de 30 millions d'hectares. / Étude sur le potentiel d'une transition mondiale vers l'agriculture biologique, menée par Niels Halberg, de l'Institut danois de sciences agricoles, appliquée à un modèle développé par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires de la Banque Mondiale (IFPRI)

Ces experts, ces dirigeants... qui y croient !

« Il faut, je crois, une discrimination positive en faveur de l'agriculture familiale, parce que c'est la manière la plus efficace de lutter contre la pauvreté. » « L'agro-écologie est une manière de répondre aux défis de ce siècle. Elle peut répondre, d'abord, au défi de l'offre, c'est-à-dire à la nécessité de faire face à une demande de matières premières agricoles en forte augmentation. » [...] « Ensuite, l'agro-écologie peut contribuer à la lutte contre la pauvreté en zone rurale, et au développement rural. Par le recours à ces méthodes, les revenus des petits agriculteurs peuvent augmenter de manière spectaculaire. » [...] « Enfin, l'agro-écologie met l'agriculture sur la voie de la durabilité. »

Olivier DE SCHUTTER – rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, Les leçons inaugurales du Groupe ESA – leçon inaugurale 2010

« Pour nourrir le monde, l'agro-écologie surpasse l'agriculture industrielle à grande échelle », déclare le rapporteur de l'ONU, « Les gouvernements et les agences internationales doivent stimuler de toute urgence les techniques agricoles écologiques afin d'accroître la production alimentaire et sauver le climat. »

Olivier DE SCHUTTER – rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation, soutenu par 25 experts mondiaux en agro-écologie séminaire international sur l'agro-écologie organisé à Bruxelles les 21 et 22 juin 2010

« On voit en effet que si actuellement l'agriculture familiale ne nourrit pas le Sénégal, qui de ce fait doit importer une quantité importante de denrées alimentaires pour assurer sa sécurité, elle contribue de façon très significative à l'alimentation des populations, notamment rurales. On voit surtout qu'elle pourrait nourrir le Sénégal si certaines conditions étaient assurées. »

FONGS (Fédération des Organisations Non Gouvernementales du Sénégal)

« Ces modèles suggèrent que l'agriculture biologique a le potentiel de satisfaire la demande alimentaire mondiale, tout comme l'agriculture conventionnelle d'aujourd'hui, mais avec un impact mineur sur l'environnement. »

Rapport Agriculture biologique et sécurité alimentaire – Conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire 5 mai 2007 – FAO, Rome

« Jules Pretty et ses collaborateurs, ont étudié 286 projets d'agriculture durable dans 57 pays en développement, couvrant un total de 37 millions d'hectares. L'augmentation du rendement à l'hectare était, en moyenne, de 79 %. »

Jules PRETTY et al. – Resource Conserving Agriculture Increases Yields in Developing Countries, Environmental Science & Technology, vol. 40 – 2006

« Nous avons observé que les exploitations agro écologiques sont nettement plus productives, autant par unité de surface que par quantité de travail fourni. Plus une exploitation agricole combine agriculture et élevage, cultures associées et cultures en rotation, utilise l'agroforesterie, et de manière générale fait preuve d'une très haute biodiversité fonctionnelle, plus elle est autonome et intégrée d'un point de vue agro écologique. »

L'Agriculture Familiale, Paysanne et Durable Peut Nourrir le monde – perspectives de la Via Campesina Djakarta – septembre 2010

« Nous sommes convaincus du rôle central de l'agriculture familiale pour nourrir le monde, protéger durablement l'environnement, renforcer la cohésion du tissu social, tout en permettant aux producteurs de vivre dignement. Pour y parvenir, les autorités publiques, les organisations de la société civile, les producteurs agricoles, les entreprises et les consommateurs ont leurs responsabilités propres. »

charte du CFSI pour une agriculture familiale durable au service d'une alimentation pour tous – 2010

« Il serait possible de nourrir correctement 9,2 milliards d'habitants en 2050 avec une agriculture strictement biologique. La faim et la malnutrition n'ont pas pour origine une insuffisance de disponibilités en calories alimentaires à l'échelle mondiale puisque celles-ci sont d'ores et déjà équivalentes à 330 kg de céréales par personne et par an alors même que les besoins ne sont que de l'ordre de 200 kg. C'est la pauvreté qui est à l'origine de la faim et de la malnutrition : les pauvres ne parviennent pas à acquérir les disponibilités excédentaires et ces dernières vont de préférence vers les seuls marchés solvables : l'alimentation du bétail pour nourrir ceux des riches qui mangent de la viande en excès et l'abreuvement de nos automobiles en agro-carburants. »

Marc DUFUMIER – Conférence Agriculture bio et semences paysannes – octobre 2011

Pour une éducation à l'alimentation solidaire et responsable

Par Lise TRÉGLOZE – responsable éducation – Fédération Artisans du Monde

De quelle éducation avons-nous besoin pour faire face aux défis de l'alimentation ? D'une éducation qui vise à reproduire notre modèle de société (dont on connaît les limites économiques, sociales et environnementales), ou d'une éducation qui forme des citoyens capables de repenser leur société et de la transformer ?

Les sociétés capitalistes s'articulent principalement autour de la consommation : le citoyen existe car il peut et doit consommer. A ce titre, l'école devrait l'outiller pour qu'il exerce librement ses choix de consommateur et qu'il soit conscient de leurs impacts. Imaginez alors qu'à l'école primaire, nos bambins apprennent à faire la différence entre un topinambour et un rutabaga, entre du fonio et du quinoa. Imaginez qu'au collège on apprenne à planter des choux, des carottes et des patates, dans un grand potager au sein de l'établissement. Imaginez enfin des cours de cuisine obligatoire dans toutes les filières d'enseignement du lycée.

De l'éducation à l'alimentation pour tous à l'école. Pas de temps en temps au bon vouloir d'un enseignant et d'une association de quartier. Mais une matière fondamentale, tout autant que les mathématiques ou l'histoire, pour obtenir, en fin de scolarité, un socle commun de connaissances du citoyen-consommateur responsable et averti. Utopie ? Et pourtant. Tout comme le plaidoyer est nécessaire

pour changer les règles du commerce mondial, promouvoir une transition énergétique et la souveraineté alimentaire, bases indispensables du respect du droit à l'alimentation, l'éducation est aussi un levier essentiel pour un véritable changement de société.

L'éducation à l'alimentation telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui, principalement par des acteurs associatifs complémentaires de l'enseignement public, se limite à la logique du « manger mieux pour limiter les risques sur notre santé ». Cette vision partielle et partiale ne laisse pas assez de place à une autre logique plus proche des réalités mondiales : « manger mieux pour que la moitié de l'humanité sorte de la pauvreté ». En effet, comme l'expliquent les articles précédents, les déséquilibres économiques, les relations commerciales inégales et les modes d'alimentation dans les pays industrialisés, sont intimement liés et sont des facteurs de ces déséquilibres alimentaires mondiaux.

Fait-on le lien dans nos livres d'histoire-géographie entre d'un côté, mécanisation et hausse de la productivité, et de l'autre, appauvrissement des sols et chômage ? À l'école et en dehors, le paysan est-il considéré autrement que comme une espèce d'un autre temps ? Combien d'adolescents européens rêvent-ils d'être paysans ? Il est primordial de changer notre imaginaire sur l'agriculture, le métier

de paysan, qui occupe encore presque la moitié de l'humanité, et de replacer la question de la production au cœur de la consommation. Ce que je mange, qui le produit et comment ?

Une réforme des manuels scolaires s'impose. Il faut donc engager une réforme profonde de notre société, de notre modèle et donc de nos politiques. Pour cela, nous avons besoin de citoyens informés, avertis et impliqués dans la gestion de la cité. Des citoyens formés au « vivre ensemble » et à la solidarité.

www.artisansdumonde.org



Famille des USA © Peter Menzel



Famille du Tchad © Peter Menzel



Mallette pédagogique « À table ! »

Un partenariat entre la Fédération Artisans du Monde et le Centre de Documentation Pédagogique de Lorraine a permis de proposer une mallette pédagogique complète pour éduquer à une alimentation responsable et solidaire.

Ce kit comprend 16 photographies de Peter Menzel qui met en scène des familles du monde entier devant leur consommation alimentaire hebdomadaire et deux manuels pédagogiques pour analyser ces photographies et mener des animations, notamment auprès de jeunes (public 12-25 ans).

→ À commander auprès de la Fédération Artisans du Monde, sur sa boutique en ligne des outils éducatifs : <http://outils.artisansdumonde.org>

Artisans du Monde et souveraineté alimentaire : travailler sur le front des alternatives et sur le front des idées

Par David ERHART – responsable des campagnes et du plaidoyer – Fédération Artisans du Monde

Comment le commerce de produits d'exportation (particulièrement de produits alimentaires), tout équitable qu'il soit, pourrait-il permettre la mise en œuvre d'une souveraineté et d'une sécurité alimentaire ? Pour Artisans du Monde, cela s'explique au travers de nos choix, de nos pratiques et de nos engagements.

Dans nos choix de partenariats. Le commerce équitable peut s'exercer, si l'on se limite au simple respect d'un cahier des charges, avec tout type d'acteurs... y compris des structures tenantes d'un modèle ultralibéral qui ne pratiquent des filières de commerce équitable que par opportunisme. À Artisans du Monde, notre politique de partenariats nous engage à travailler (au sud et au nord) avec des organisations porteuses de projets de transformation sociale pour leurs membres. Ainsi, les organisations de producteurs-trices en alimentaire sont toutes des organisations paysannes engagées dans une agriculture agro-écologique, le maintien de cultures et variétés traditionnelles (riz du Laos et de Thaïlande, guarana du Brésil, mascobado des Philippines, huile d'olive de Palestine, etc.). Au nord, nous avons opté pour un réseau de distribution associatif et militant.

Dans nos pratiques. Le commerce équitable, lorsqu'il est pratiqué dans l'esprit, est un levier direct et indirect pour la sécurité et la souveraineté alimentaires des producteurs. Le prix équitable, l'engagement dans la durée, la relation humaine, la prime équitable, les projets collectifs : tous ces critères contribuent à ces objectifs. Les producteurs correctement rémunérés peuvent accéder à des produits alimentaires en plus de leur production vivrière et couvrir des dépenses sociales (éducation, santé, etc.). Mieux organisés,

ils peuvent défendre leurs droits eux-mêmes et gagnent ainsi en autonomie et en poids politique. Par ailleurs, l'évolution des filières équitables montrent concrètement qu'elles contribuent à l'autonomie des producteurs : en témoigne le nombre de filières passées du commerce de matières premières à un commerce de produits finis en ayant développé petit à petit des unités de transformation et de conditionnement sur place, grâce au commerce équitable...

Dans notre engagement. Au-delà de ce soutien direct aux producteurs via les filières, le commerce équitable contribue à un autre niveau à la souveraineté alimentaire. En effet, ce concept ne concerne pas que les paysans du sud... Comme nous l'avons vu dans les précédents articles, cette lutte est avant tout politique car il s'agit de faire connaître, reconnaître et appliquer le droit à l'alimentation (entre autres). À Artisans du Monde, nous nous engageons aussi à travailler sur ce front des idées en menant des actions d'éducation (pour faire connaître la situation) et de plaidoyer/mobilisation (pour faire pression sur les décideurs et les amener à changer d'orientations). Face à un modèle à bout de souffle, nous tentons, avec de nombreuses ONG, de mettre en

évidence ces constats et de proposer des pistes alternatives : un modèle agricole et des politiques commerciales basés sur les principes de souveraineté alimentaire, d'agriculture familiale paysanne, d'agro-écologie, d'équité, de solidarité et des droits humains fondamentaux.

Ce modèle, nous le soutenons économiquement et politiquement. Car face à la puissance de l'agrobusiness et des politiques libérales, il est nécessaire de lutter sur ces deux dimensions :

→ Sur le front des alternatives : en créant et en soutenant des filières agricoles nord sud (mais aussi sud-sud et nord-nord) qui respectent les hommes et leur environnement et qui peuvent nourrir les populations avec des produits de qualité.

→ Sur le front des idées : pour faire changer les mentalités et les politiques, pour faire connaître et reconnaître d'autres modèles de production et d'échanges internationaux, en montrant la crédibilité de ces modèles pour répondre aux défis alimentaires, sociaux et environnementaux.

www.artisansdumonde.org



© FAdM

Le CFSI : une ONG engagée pour promouvoir le droit à l'alimentation et à la souveraineté alimentaire

Par Mathilde BONNARD – responsable publics et réseaux au CFSI – Comité Français pour la Solidarité Internationale



PLATEFORME & RESSOURCES
ALIMENTTERRE

Près d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde. Celle-ci progresse presque sans discontinuer depuis 15 ans et tue quotidiennement 25 000 personnes. La flambée des prix des produits alimentaires en 2007 et 2008, puis la crise économique mondiale ont aggravé la situation. Contrairement à une idée reçue, la sous-alimentation ne résulte pas d'une pénurie de nourriture. La production mondiale est suffisante. La faim est la conséquence de la pauvreté qui prive les victimes des moyens d'acheter les aliments dont ils ont besoin pour vivre. Paradoxalement ce sont les paysans, dont le rôle est de produire des aliments, qui rencontrent le plus de difficultés à se nourrir.

Grâce aux campagnes menées depuis des années par les organisations paysannes et des associations du Sud et du Nord avec l'appui d'un nombre croissant de chercheurs, les responsables politiques reconnaissent désormais l'importance de l'agriculture et, en particulier de l'agriculture familiale, pour faire reculer la faim et la pauvreté. Mais des paroles aux actes, il y a un pas qui reste difficile à franchir. Dans les pays en développement, les politiques agricoles de soutien aux producteurs familiaux sont encore timides et manquent de financements pour leur mise en œuvre, tant de la part des gouvernements du Sud que de l'aide gouvernementale et non-gouvernementale des pays du Nord.

Contribuer à répondre au défi alimentaire demande des actions multiples. Pour cela, le CFSI intervient :

→ en Afrique de l'ouest, en soutenant des partenariats acteurs locaux / acteurs européens qui développent des projets de

promotion de l'agriculture familiale ;

→ en France, en sensibilisant le grand public aux enjeux agricoles et alimentaires par le biais de la campagne ALIMENTTERRE ;

→ en France et en Europe, en sensibilisant les décideurs politiques aux enjeux de la cohérence des politiques avec la lutte contre la faim dans le monde ;

Synthèse de ces 3 axes de travail, le centre de ressources collaboratif mutualise les différentes ressources disponibles sur les questions agricoles et alimentaires : fiches de projets de terrain, outils pédagogiques pour sensibiliser l'opinion publique, études thématiques, photos, films, entretiens, etc.

www.alimenterre.org

www.cfsi.asso.fr

ALIMENTTERRE, une campagne d'information et de sensibilisation de l'opinion publique

Depuis 2000, la campagne ALIMENTTERRE sensibilise la population française sur les causes économiques, sociales et politiques de la faim dans le monde et promeut une agriculture familiale viable et durable au Nord comme au Sud. Elle se déroule toute l'année, en fonction des activités propres organisées par les acteurs locaux : marché alimentaire et solidaire, atelier cuisine pour enfants, campagne de pétitions, spectacle de rue, conférence, etc.

Le temps fort de la campagne débute le 15 octobre, veille de la Journée mondiale de l'alimentation, et se poursuit jusqu'au 30 novembre. Le Festival de films documentaires ALIMENTTERRE est l'activité nationale de la campagne et sa durée coïncide avec ce temps fort. À partir d'une sélection de 5 à 7 documentaires, il invite à des débats ouverts et participatifs sur les enjeux agricoles et alimentaires. Animée au niveau national par le CFSI, la campagne est mise en œuvre en France, en Europe et en Afrique, par des acteurs locaux, coordonnés au niveau territorial. Toute structure (association, collectivité, établissement scolaire, etc.) partageant les valeurs portées par la campagne peut participer et disposer des outils mis à disposition par le CFSI.

Vous souhaitez participer ? Si vous partagez les valeurs défendues par le réseau ALIMENTTERRE, pour une agriculture familiale durable au service d'une alimentation pour tous et souhaitez contribuer à les diffuser auprès d'un large public, rejoignez-nous !

Visitez le site www.festival-alimenterre.org et prenez contact avec le relai le plus proche de chez vous. Et n'hésitez pas à laisser libre cours à votre imagination !



« Les moissons du futur » un film pour mettre en lumière des alternatives agricoles à travers le monde

À l'occasion de la sortie de son nouveau film « *Les moissons du futur* », Marie Monique ROBIN – journaliste, réalisatrice et écrivaine française, revient sur son travail et ses convictions

Équité : Qu'est ce qui a déclenché l'idée de faire ce film ?

C'est le public qui me l'a demandé ! J'ai participé à de nombreuses projections-débats avec mes deux précédents films, « Le Monde selon Monsanto » et « Notre Poison Quotidien ». Et à chaque fois, je suis confrontée à des questions du type « mais alors, que peut-on faire ? »... et j'ai trouvé que mes réponses étaient un peu courtes : préférez le bio, lisez les étiquettes, refusez les OGM, c'est bien, mais est-ce une alternative à l'échelle globale ? Il fallait répondre aux arguments des lobbies agro-alimentaires, qui considèrent le bio comme une mode ou un segment de marché, et martèlent qu'on ne peut pas nourrir le monde sans passer par les solutions industrielles, qui signifient monoculture, pesticides, OGM, et concentration économique.

Équité : Vous traitez depuis quelques années la question de l'alimentation et de l'agriculture. Au fil des rencontres lors du tournage, avez-vous pu noter une évolution de la prise de conscience des agriculteurs, des industriels, des pouvoirs publics, des consommateurs, de la nécessité de changer le modèle agricole dominant ?

Il ne faudrait pas assimiler mes reportages à des sondages : c'est surtout hors tournage que je constate cette véritable lame de fond qui traverse notre société. Chacun d'entre nous peut en faire autant en observant les changements d'attitudes dans son cercle relationnel, notamment chez ceux qui faisaient le plus aveuglément confiance aux procédés chimiques et aux procédures officielles de contrôle des aliments. Il y a quelques jours, j'ai pu m'entretenir avec un

responsable régional de la FNSEA, de ceux qui refusent de reconnaître publiquement un quelconque intérêt à mes films et à mes livres... son épouse les lui a offerts, et il paraît qu'il les lisait en cachette... bref, aujourd'hui, il ne jure que par le bio ! À la sortie de « Notre Poison Quotidien », il avait prudemment évité d'assister à l'avant-première, mais pour « Les Moissons du Futur », je pense qu'il en sera. Bien sûr, j'espère que ce n'est que le début d'une conversion... Quant à ceux qui continuent à répandre leurs poisons, ils commencent à comprendre que le temps de l'impunité est passé : vous savez sans doute ce qui se passe à Cordoba (Argentine), où Sofia Gatica a mené la lutte pour obtenir réparation au nom de toute la population de son quartier, victime des épandages de pesticides. Je suis ravie que le dossier de l'accusation ait cité mon film et mon livre pour mettre en cause les grands propriétaires, qui sèment le cancer et les malformations congénitales, en même temps que leur soja transgénique. La prise de conscience est bien à l'échelle mondiale.

Équité : Quel(s) message(s) souhaitez-vous faire passer au travers de ce nouveau film ?

Un message d'espoir et de solidarité. Avant d'enquêter réellement, je pensais que l'agriculture paysanne avait des avantages sanitaires et environnementaux, qui contrebalançaient évidemment une productivité inférieure : j'étais moi-même intoxiquée par le lobbying agro-industriel. Il faut en finir avec cet argument de la productivité : en associant savoir-faire paysan et techniques biologiques, l'agroécologie obtient des résultats comparables à ceux de l'agriculture chimique, mais sa durabilité est incomparablement supérieure. Les

consommateurs et les politiques doivent le savoir, parce qu'ils ont en main les clefs de la solidarité avec la population agricole, sans qui nous ne récolterons pas « Les Moissons du Futur ».

« *Les Moissons du Futur* »

Film de 96 min, sur Arte à 20h 50
le 16 octobre 2012 et dans le festival du film documentaire AlimenTERRE.

Livre aux éditions La Découverte-Arte,
sortie le 8 octobre.



« La fédération Artisans du Monde et plusieurs de ses membres ont souscrit et relayé la souscription pour soutenir ce nouveau film de MM Robin, qui est un formidable témoignage de comment l'agroécologie pourrait nourrir le monde, et proposer un modèle d'agriculture qui non seulement permet d'apporter une réponse aux défis sociaux, environnementaux et économiques de l'alimentation des populations dans le monde, et aussi recrée le lien entre producteurs et consommateurs ».

www.m2rfilms.com/crbst_16.html

Après des années de mépris où elles étaient considérées comme dépassées, d'un autre âge, les pratiques « paysannes » d'agriculture, retrouvent aujourd'hui les faveurs des citoyens mais aussi des scientifiques et des politiques. Loin d'être arriérées, ces agricultures sont au contraire techniques et pointues. Cela dit, il serait simpliste de prétendre qu'elles peuvent produire la même chose que l'agriculture conventionnelle-industrielle en polluant moins et en créant de l'emploi. Qu'il s'agit simplement de remplacer l'une par l'autre et de répondre ainsi aux défis environnementaux, sociaux et alimentaires présentés ci avant.

Peuvent-elles nourrir le monde ? (cf. articles précédents) Certains le pensent, d'autres en rient... En tout cas, les propositions de ces agricultures paysannes sont tout aussi techniques que politiques et pour qu'elles puissent « nourrir le monde » il faudrait créer les conditions favorables à leur développement à grande échelle : investir, les soutenir, leur donner du temps et porter une réelle volonté politique.

Mais face aux défis agricoles mondiaux actuels, la perspective d'une agriculture réellement durable est-elle encore une option ?

Soutenir une agriculture familiale à taille humaine pour une autonomie alimentaire des populations



Par Alexandre VUILLET – chargé de communication – Terre et Humanisme

Nous faisons face depuis les années cinquante à un paradoxe : les personnes qui souffrent le plus de la faim dans le monde sont à 75 % des paysans. Et nous constatons que les périodes de crise alimentaire sont récurrentes suite à la généralisation du modèle agricole productiviste à l'échelle mondiale. Aux ravages humains et environnementaux de ce modèle s'ajoutent les effets du changement climatique, la dégradation des sols, la déforestation...

Terre & Humanisme a choisi d'agir pour l'autonomie alimentaire des populations car il nous semble juste que chaque être humain puisse accéder à une nourriture saine en quantité suffisante. Mais il ne s'agit pas pour autant de produire à n'importe quel prix. Cultiver la terre doit se faire dans le respect du vivant et des hommes, c'est pourquoi nous soutenons une agriculture familiale et accompagnons les paysans vers l'acquisition de savoir-faire agro-écologiques.

L'agro-écologie relie pratiques agricoles et éthique de vie. Elle met en avant des

savoirs et des pratiques culturelles adaptés à chaque biotope. Ces pratiques valorisent les ressources disponibles localement et sont accessibles aux plus démunis. L'agro-écologie propose également un changement radical de modèle de société, centré sur la sobriété heureuse et replace l'humain au cœur des rapports sociaux et économiques.

Une transmission en France et à l'international

En France, le Mas de Beaulieu et ses jardins nous permettent d'accueillir des curieux, des bénévoles et des stagiaires pour des actions de sensibilisation et de formation. C'est également un lieu de production et d'expérimentation, tant au niveau agricole qu'humain.

Nos programmes de solidarité internationale sont conduits main dans la main avec des associations du Sud et répondent aux besoins identifiés par les populations locales. Nous nous appuyons sur un réseau d'acteurs de plus en plus dense. Notre objectif est d'accompagner nos partenaires qui œuvrent sur le terrain à la diffusion de l'agro-écologie.

Ce sont eux qui organisent des formations en agro-écologie ou encore soutiennent des associations villageoises pour la création de jardins vivriers, la lutte contre l'érosion et l'amélioration des productions céréalières. Principal volet de nos programmes, les formations de paysans et d'animateurs sont organisées dans des fermes agricoles pédagogiques par des formateurs locaux.

Nous sommes convaincus que l'agro-écologie est une réponse adaptée et nécessaire pour garantir l'autonomie alimentaire des populations et transmettre aux générations futures une terre capable de les nourrir.

www.terre-humanisme.org



© Terre et Humanisme



ETHIQUABLE, le commerce équitable pour défendre l'agriculture paysanne

Par Christophe EBERHART - Ingénieur agronome - co-fondateur de la SCOP ETHIQUABLE

ETHIQUABLE est une entreprise coopérative engagée. Créée en 2003 dans le Gers, la SCOP compte aujourd'hui 61 salariés dont 54 sont sociétaires et détiennent le capital de l'entreprise. Dans une SCOP, les décisions sont prises en assemblée générale selon le principe «un homme, une voix», indépendamment du capital détenu. Notre projet d'entreprise est de démontrer que l'innovation sociale, économique et environnementale rime avec efficacité et impact collectif.

Dans ce contexte, le commerce équitable que pratique ETHIQUABLE ne peut pas se résumer à une simple opportunité de marché. L'objectif que se sont assignés les coopérateurs, n'est pas seulement d'offrir un prix rémunérateur à des producteurs marginalisés, mais surtout de défendre l'agriculture paysanne comme un modèle pertinent, économiquement viable, écolo-giquement

durable et socialement juste. Lorsque les conditions d'accès à la terre, au marché, au crédit et au savoir-faire technique sont favorables, l'agriculture paysanne est en mesure de répondre de façon efficace aux objectifs qui lui sont assignés : produire l'alimentation pour les marchés locaux et même fournir des produits d'exportation apportant ainsi au pays d'indispensables devises. Le but du commerce équitable est de contribuer à l'extension de ces conditions favorables, notamment par un accès durable au marché et par le soutien aux organisations de producteurs.

Partout on constate que le commerce équitable génère une intensification agro-écologique, c'est à dire que les producteurs parviennent à investir plus de travail pour tirer le meilleur parti des faibles ressources disponibles en terre ou en eau, pour renouveler la fertilité, diversifier les cultures ou intégrer l'agriculture à l'élevage.

Pour ETHIQUABLE, la finalité du commerce équitable est de renforcer les capacités des organisations de producteurs pour qu'elles puissent elles-mêmes définir leur modèle de développement agricole et générer des dynamiques de développement local. Le choix de l'agriculture paysanne pour nous, passe donc avant tout par un soutien aux initiatives collectives des producteurs. C'est pourquoi nous ne commercialisons pas de produits provenant de plantations qui peuvent bénéficier du label Fairtrade-Max Havelaar sous certaines conditions. Le commerce équitable que nous défendons est celui qui impulse les valeurs coopératives auxquelles nous sommes attachés. Un commerce équitable qui renforce le pouvoir de négociation des organisations et leur donne la possibilité d'être acteurs de transformations sociales.

www.ethiquable.coop



Soppexcca, une coopérative de café créée pour mettre en œuvre les principes de la souveraineté alimentaire

Jairo Fransico Rivera, chargé des programmes d'éducation des jeunes producteurs au sein de la coopérative SOPPEXCCA, Nicaragua nous explique comment son organisation est totalement engagée dans l'application concrète et quotidienne d'une souveraineté alimentaire locale et internationale.

Comment Soppexcca contribue à améliorer les conditions de vie et de travail des petits producteurs de café au Nicaragua ?

Le premier rôle de l'Union des coopératives agricoles et des services

SOPPEXCCA est d'unifier et d'accompagner les 650 petits producteurs/trices et leurs familles dans la sauvegarde de leurs terres, comme principale source de travail et de vie. Et ceci face aux ravages cumulés des accidents climatiques (sécheresses et ouragans) mais surtout de la marginalisation économique provoquée par les

politiques néolibérales mises en œuvre en Amérique latine par le Fonds Monétaire International (FMI). Ceci n'a été possible qu'avec les dynamiques de coopération, d'amélioration de la production et du soutien du commerce équitable : renforcement de la chaîne de valeurs, promotion de la consommation locale, améliorations des



zones productrices, diversification des productions pour assurer une sécurité alimentaire et améliorer le revenu des ménages (expériences d'implantation à petite échelle de cacao, arbres fruitiers, élevage d'ovins, bovins, apiculture). Grâce à une meilleure rémunération, les producteurs sont prêts à investir dans la modernisation de leurs unités de

production, leurs maisons, l'éducation de leurs enfants et l'alimentation de la famille.

En quoi le commerce équitable vous aide-t-il à mettre en œuvre les principes de la souveraineté alimentaire pour les petits producteurs ?

- En continuant de soutenir exclusivement les organisations de petits producteurs organisés,
- En poursuivant sa politique de prix équitable pour les produits et les matières premières des pays les moins développés,
- En soutenant des producteurs qui maintiennent les cultures et les traditions de production suivant les origines des produits,
- En soutenant l'utilisation des semen-

- ces natives ou des zones indigènes,
- En faisant la promotion parmi les consommateurs d'une relation commerciale humaine,
- En aidant les pays à se protéger des importations de produits agricoles à bas prix,
- En permettant de donner la priorité à la production vivrière des petits agriculteurs,
- En appuyant les producteurs pour l'accès à la terre.

www.soppexcca.org

Le café *Manoube*, mélange
Tanzanie / Nicaragua est vendu
par Artisans du Monde

Le projet « Fonio » : créer une filière équitable sud-sud pour renforcer la souveraineté alimentaire au Burkina

Par Philippe KI – coordinateur d'APROSSA – Afrique Verte Burkina
& François GUERRY – chargé de mission Artisans du Monde Rhône-Alpes

Historique d'APROSSA

De droit burkinabé, l'Association pour la Promotion de la Sécurité et la Souveraineté Alimentaire au Burkina (APROSSA Afrique Verte Burkina) est créée en juillet 2005 suite au processus d'autonomisation de l'antenne Afrique Verte, association française. Dès sa création, APROSSA bénéficie ainsi de 15 ans d'expériences et d'expertises acquises par Afrique Verte au Burkina. Elle vise la promotion de la sécurité et la souveraineté alimentaire et la réduction de la pauvreté au Burkina, particulièrement en milieu rural et chez les femmes. Pour cela, elle apporte un appui technique, matériel et financier aux acteurs des filières céréalières, notamment les structures organisées de producteurs, de transformatrices et de consommateurs. APROSSA et ses 3 organisations sœurs (Afrique Verte France, AMASSA Mali et AcSSA Niger) créent Afrique Verte International en décembre 2008 afin d'unir leurs efforts pour un impact accru sur les dimensions politiques et sous-régionales de la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'ouest.

Partenariat avec Artisans du Monde (AdM) sur la filière fonio au Burkina

Depuis 2007, APROSSA et AdM Rhône-Alpes sont partenaires pour le développement d'une filière de production et de commerce équitable du fonio au Burkina. Pourquoi le fonio ? Car c'est une céréale ancestrale, locale et nutritive, dont la demande n'est pas satisfaite, notamment en milieu urbain. Ainsi, les deux structures se fixent pour objectif d'améliorer le revenu des acteurs de la filière en augmentant les quantités de fonio proposées à la vente. Pour cela, des actions sont menées sur l'ensemble des maillons de la filière : utilisation de semences améliorées pour accroître les rendements, mise en place d'un plan de développement commercial pour étendre la distribution, bourses d'échanges entre producteurs et transformatrices pour contourner les intermédiaires, etc.

Ces actions participent à l'amélioration de la souveraineté alimentaire du Burkina-Faso. En effet, en réhabilitant une céréale locale auprès des producteurs, des transformatrices, des consommateurs et du grand public, elles proposent une

alternative aux importations. En favorisant la diversification agricole, elles renforcent la place économique et sociale de la paysannerie dans la société burkinabè. En formant les acteurs de la filière aux valeurs et aux principes du Commerce Equitable, elles construisent un exemple concret de Commerce Equitable Sud-Sud dans lequel les populations sont autonomes dans leurs choix agricoles et alimentaires.

En 2012/2013, ce projet se poursuivra et réalisera une importation de fonio au sein du réseau Artisans du Monde dans l'objectif d'inciter les acteurs burkinabè à accroître l'équité de leurs relations et la qualité de leur produit d'une part, de sensibiliser le public à la sécurité et à la souveraineté alimentaire en France d'autre part.

www.afriqueverte.org



© Alexandre Bouchard

Rapprocher les producteurs du sud et du nord pour promouvoir l'agriculture paysanne

Par Stéphanie PIVETEAU – Animatrice ARDEAR – Association Régionale de Développement Agricole et Rural / Fermes du Monde

Pour Benoît Porteilla, producteur auvergnat, « Il y a peut-être des différences entre nous, essentiellement matérielles, cependant nous rencontrons les mêmes difficultés face à notre métier de paysan. Nous avons les mêmes interrogations et les mêmes craintes concernant la vie de nos fermes ».

Fermes du Monde, des idées, des paysans et des produits...

Ce projet est avant tout à l'image des paysans qui s'engagent, qu'ils soient français ou africains. Le but est de défendre un métier, une agriculture et un revenu à travers de relations plus équitables. Le projet PPENSÉ (Partenariat Paysans pour un Echange Nord Sud équitable) peut se résumer en 3 axes : les échanges avec des producteurs africains, la réflexion sur le commerce équitable et les produits Fermes du Monde. Terrine d'agneau à l'ananas, apéritif bissap sureau, confiture mangue cerise, autant de mélanges de parfum qui donnent naissance à un produit commun Fermes du Monde.

Une nouvelle solidarité nord sud à travers un projet simple d'échange entre paysans

Une trentaine de paysans en Rhône Alpes et Auvergne construisent au fil du temps des échanges privilégiés avec des producteurs du Bénin et du Burkina Faso, pour partager des savoir-faire et s'inspirer des expériences vécues. Chacun puise des idées de l'autre : partager un métier pour échanger sur ses projets, c'est peut-être la force de ce réseau nord sud de producteurs. L'ARDEAR en France milite pour faire vivre une agriculture paysanne, elle appuie des initiatives collectives autour de la commercialisation et de la production. Eugène Millogo, producteur de mangues au Burkina Faso s'étonne de « l'organisation du monde paysan en France autour de la production, de la transformation, des équipements et de la vente de la production. Beaucoup de producteurs sont en même temps transformateurs de leur production ». La dynamique est lancée : les partenaires au sud développent aujourd'hui de nouvelles initiatives (AMAP, agrotourisme,

transformation) pour explorer un marché local et faire valoir des produits locaux de qualité. Réflexion de Benoît Claude, producteur en Savoie : « Lors de leur séjour en France, nos amis béninois ont découvert le mode de commercialisation en AMAP. Intuitivement, on peut penser que c'est bien chez nous, mais là-bas, quelle place ? Aujourd'hui 300 paniers hebdomadaires sont distribués à Cotonou, auprès d'une clientèle ciblée ». Les chantiers et le dynamisme des acteurs paysans au sud relèvent le défi double : d'améliorer les conditions de vie des agriculteurs et d'alimenter les villes en production locale.

www.fermesdumonde.fr



© Ardear

Soutenir des modes de productions agricoles plus durables : le rôle du consommateur ?

Par Gérald GODREUIL – directeur des missions politiques – Fédération Artisans du Monde

Par son comportement, le consommateur peut influencer sur les pratiques des acteurs économiques de différentes manières : en achetant des produits répondant à des cahiers des charges spécifiques, en consommant des fruits et légumes de saison, en refusant les OGM, le suremballage, les produits importés par avion, en limitant le

gaspillage (chaque Français jette environ 20 kg. de nourriture par an), en préférant ou boycottant des marques, etc.

Les consommateurs conscients et sensibles aux impacts environnementaux et sociaux de leurs achats, ont accès à une offre grandissante de produits bios, équitables, solidaires... et accès à toujours

plus d'informations. Les organisations de consommateurs demandent des garanties, des labels, pour être sûrs et certains que le produit proposé dans le paquet estampillé équitable, bio, éco-conçu... est vraiment équitable, bio... tout en soulignant la difficulté de décrypter tous ces logos qui fleurissent sur les emballages. De plus, sous un même label, logo, les démarches

des marques peuvent être très différentes, inégalement exigeantes. Un produit bio peut être cultivé de façon intensive, sous des serres chauffées, à des milliers de kilomètres, récoltés par des ouvriers exploités... tout en étant certifié bio, ou être produit dans de bonnes conditions sans être certifié en raison du coût de celle-ci !

Un nombre croissant de consommateurs va ainsi plus loin en considérant non seulement les caractéristiques du produit, mais aussi son mode de production, de distribution et les impacts liés. Ils s'intéressent aux pratiques des distributeurs (chartes, garanties), aux producteurs (comment cultivent-ils ?). Cela se traduit par un rapprochement des producteurs et des consommateurs, une nouvelle alliance, qui répond à plusieurs motivations : une meilleure traçabilité du produit, la recherche d'une qualité gustative et sanitaire, le paiement d'un prix équitable (une plus juste rémunération du producteur), une démarche sociale (création d'emploi, insertion pour certaines initiatives) et la volonté de soutenir des agriculteurs plus soucieux de préserver l'environnement, la santé (la leur et celle des consommateurs), de recréer du lien social. L'essor des AMAP et des Jardins de Cocagne (lire les articles suivants) et de la vente directe témoigne de cette évolution de la demande des consommateurs, qui vont jusqu'à accompagner l'installation d'agriculteurs.

La citoyenneté ne se réduit pas à la consommation. Acheter un café équitable



ou s'abonner à un « panier bio » sont les premiers pas d'une prise de conscience et une action positive, mais ce choix n'affranchit pas le consommateur de sa responsabilité de citoyen. Ces alternatives qui ont valeur d'exemples et participent à l'évolution des pratiques des producteurs, des transformateurs, des distributeurs, doivent s'accompagner d'une mobilisation plus large et plus forte pour faire changer les règles et pratiques du commerce international, des marchés financiers qui orientent les modes de productions agricoles. Le consommateur, acteur de la société civile, a un rôle à jouer pour changer les pratiques des entreprises, et le citoyen, pour engager les responsables politiques

à faire des choix guidés par la défense et la promotion des droits de tous, et partout dans le monde. Le citoyen-consommateur a le pouvoir de se faire entendre par l'achat et l'action politique (pétition, vote).



Lire aussi

Équité n°14 - mai 2011

La consommation citoyenne

www.artisansdumonde.org/education-commerce-equitable/publications.html

Jardins de Cocagne et AMAP : deux initiatives pour une alimentation alternative porteuse de sens

Interviews croisés de Fanny CASTEL – chargée de mission communication et partenariats – réseau Cocagne & Stéphanie CABANTOUS – administratrice du MIRAMAP – Mouvement InterRégional des AMAPs

Quels sont les principes de votre action ?

Réseau Cocagne : le Réseau Cocagne regroupe l'ensemble des Jardins de Cocagne actifs et en création sur le territoire français. Créés sous forme associative, ces jardins d'insertion - au nombre de 120 aujourd'hui - sont des exploitations

maraîchères biologiques à vocation d'insertion sociale et professionnelle de personnes en difficulté. Reconnus par l'État en tant que structures d'Insertion par l'activité économique engagées dans le développement durable, les Jardins de Cocagne fondent leur action, et ce depuis l'origine du concept — en France en 1991 — sur les principes de l'agriculture biologique

et des circuits courts. Tous les Jardins adhérant au Réseau Cocagne signent une charte par laquelle ils s'engagent à respecter ces prérequis. En partenariat avec la filière agricole et les exploitants de son territoire, chaque Jardin applique en effet les critères régis par le cahier des charges de l'agriculture biologique. Grâce à l'investissement de bénévoles et de salariés

permanents, les Jardins de Cocagne produisent et distribuent chaque semaine des paniers de légumes biologiques auprès de 20 000 familles d'adhérents-consommateurs. Chaque année, près de 4 000 salariés en contrat d'insertion (re) construisent ainsi un projet professionnel et personnel afin de retrouver un emploi ou une formation.

MIRAMAP : Depuis la première AMAP en 2001 à Aubagne à plus de 1 200 aujourd'hui, concernant quelque 200 000 consommateurs, le chemin parcouru témoigne de l'attente existante du côté des consommateurs comme des producteurs. Mouvement spontané, les AMAP sont nées en réponse à la :

- Désintégration du lien entre l'acte de manger et l'acte de produire,
- Standardisation des aliments, leur déconnexion des pratiques alimentaires, des territoires, des saisons,
- Disparition des paysans ici et là-bas,
- Désaffection vis-à-vis du métier, de la profession en général, voire défiance.

Les crises sanitaires de la fin des années 90 (ESB, dioxine du poulet, etc.) et la dénonciation d'une certaine « malbouffe » ont joué un rôle de catharsis pour des citoyens, producteurs et consommateurs, voulant agir. Mettant en œuvre des modes de fonctionnement basés sur le lien au territoire, la gouvernance démocratique, la co-construction et l'utilité sociale, les AMAP sont résolument inscrites dans le champ de l'économie sociale et solidaire. Créé en février 2010, le Mouvement Interrégional des AMAP n'est ni une fédération ni une tête de réseau. L'horizontalité, la subsidiarité et le respect de l'échelle territoriale de pertinence régissent son fonctionnement. Parmi les missions dévolues au mouvement :

la garantie de la charte, la protection de la marque, le portage politique ou la création d'outils de finances solidaires (France active et la Nef) pour les paysans en AMAP...

En quoi votre initiative répond-elle selon vous aux défis de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire ?

Réseau Cocagne : Par leur inscription, depuis plus de 20 ans, dans le développement local d'une agriculture biologique préservant l'eau, la biodiversité, les territoires, l'emploi et la santé, les Jardins de Cocagne mettent en œuvre une alternative technique aujourd'hui reconnue comme étant à même de faire face aux urgences environnementales et sociales. Les études prospectives sont là pour constater sa performance, sa capacité de généralisation et ses atouts souvent supérieurs à ceux de l'agriculture conventionnelle, notamment dans les pays tropicaux, pour assurer la sécurité alimentaire, le développement rural et des moyens d'existence durable. Concrètement, des initiatives sont testées et mises en place pour renforcer, si ce n'est l'autonomie alimentaire, en tout cas le rapprochement du producteur au consommateur, en fonction des possibilités de chacun. Le programme « 30 000 paniers solidaires », par exemple, élargit l'offre de paniers Cocagne aux ménages à bas revenus grâce à une prise en charge partielle du coût de l'abonnement par nos partenaires. Les Jardins proposent également des produits complémentaires (œufs, pain, viande, confitures, café...) via des partenariats locaux avec les agriculteurs bio et/ou des boutiques Artisans du Monde. Donner la priorité à la production agricole locale, rendre accessibles des produits de qualité pour nourrir et sensibiliser toutes les bourses et tous les âges constituent un grand pas vers la souveraineté alimentaire.

Réinsérer par ce biais et via un travail rémunérateur, équitable et valorisant des adultes en difficulté en est un second, aussi essentiel, vers la dignité. Un bel exemple de consommation durable, à tous les niveaux !

MIRAMAP : Les AMAP sont au carrefour de nombreux enjeux :

- agricoles : maintien d'une agriculture paysanne, accès au foncier, installation...
- alimentaires : réappropriation de l'acte de manger (saisonnalité, local...), qualité, accès pour tous...
- territoriaux : relocalisation, aménagement du territoire, relations urbain/périurbain/rural...
- économiques : revenu liés au prix, valeur ajoutée, externalités/aménités positives, emploi...
- environnementaux : pratiques agricoles, eau...
- de démocratie et de solidarité (dont Nord/Sud).

Le mouvement promeut et réclame le droit effectif à la souveraineté alimentaire, garantie de la participation active de ses membres à la définition des politiques agricoles, alimentaires et connexes pour le bénéfice des territoires et de leurs habitants. De fait, les pratiques mises en œuvre par les AMAP témoignent de celles qui seraient à même de se développer dans ces conditions : les populations maîtresses de leurs choix de politiques agricoles et alimentaires — devant répondre à leurs besoins sans compromettre ceux des autres — encouragent des choix de pratiques agrobiologiques, de diversification ou encore des formes de commercialisation plus courtes.

www.reseaucocagne.asso.fr

www.miramap.org



© Miramap

Pour empêcher de nouvelles crises alimentaires : faire agir la France et l'Union Européenne sur les agro-carburants

Par Antoine BOUHEY - Chargé de mission Souveraineté alimentaire - Peuples Solidaires en association avec ActionAid



Polluants et coûteux, les agro-carburants sont une nouvelle fois susceptibles de faire basculer le monde dans une crise alimentaire similaire à celle de 2008, durant laquelle des émeutes de la faim avaient éclaté à travers la planète. En raison de la sécheresse qui a sévi cet été aux Etats-Unis, dont environ 40 % de la production de maïs est dédiée aux agro-carburants, et de la diminution conséquente des stocks de céréales, les prix mondiaux des denrées alimentaires de base n'ont cessé de grimper cet été. Au point que le directeur général de la FAO, José Graziano da Silva, a appelé cet été les Etats-Unis à suspendre leur politique de soutien à la production de bioéthanol à partir de maïs. Une nouvelle voix qui vient s'ajouter au concert des critiques dénonçant depuis des années les impacts négatifs des agro-carburants sur la souveraineté alimentaire des populations des pays du Sud.

En effet, les agro-carburants participent au déclin croissant de l'agriculture familiale et paysanne dans les pays du Sud, puisqu'ils poussent à l'accaparement de terres fertiles et peu coûteuses dans ces pays. Ainsi au cours des dix dernières années, l'équivalent de 4 fois la taille de la France métropolitaine a été accaparé dans ces pays, et il est estimé qu'environ 2/5 des terres accaparées le sont pour produire des agro-carburants, selon une étude publiée en décembre 2011 par la FAO⁴ et le CIRAD⁵. Il faut ajouter à cela la mise en culture supplémentaire de terres pour la production alimentaire, afin de compenser la conversion d'une partie de la production agricole existante vers les agro-carburants.

Dans les pays du Sud, les mouvements sociaux luttent chaque jour pour empêcher que les terres des populations rurales leur soient retirées, et obtiennent parfois gain de cause après de durs combats ! En juin dernier, l'entreprise Shell a fini par accéder aux demandes des communautés indigènes Guarani du Brésil, qui réclamaient depuis plusieurs années la suspension des contrats de Shell avec un producteur de sucre de canne qui s'était implanté par la force sur leurs terres pour y produire du bioéthanol. En octobre 2011, des manifestations ont eu lieu dans la région de Fanaye au Sénégal contre un projet de culture de jatropha, une plante non-comestible qui sert à produire du biodiesel. Les affrontements ont fini par causer deux morts, ce qui a poussé le président Wade à suspendre le projet. Aujourd'hui, l'entreprise italo-sénégalaise Senethanol/Senhuile qui portait le projet fait à nouveau l'objet d'oppositions de la part des populations de la région de Ndiael, dans le nord du Sénégal, qui s'opposent elles aussi à son implantation.

En France et en Europe, nous pouvons soutenir ces mouvements et mettre fin aux causes structurelles de ces accaparements. Alors que l'Union Européenne a pour objectif de remplacer 10 % des carburants consommés dans les transports par des énergies renouvelables – en majorité des agro-carburants – d'ici 2020, une véritable fenêtre d'opportunité politique s'ouvre cet automne. En France, le nouveau gouvernement peut mettre fin à deux mécanismes qui poussent à la consommation d'agro-carburants dans nos moteurs : la défiscalisation des agro-carburants qui bénéficient d'une exonération partielle de TIC (taxe intérieure sur les carburants), et l'obligation d'incorporation d'agro-carburants à la pompe pour les distributeurs. En décembre 2011, la majorité socialiste au Sénat avait voté pour la fin de la défiscalisation des agro-carburants. Mais à ce jour, le gouvernement n'a pas arrêté sa position sur la question. Pour attirer l'attention de la nouvelle majorité, une quinzaine d'ONGs et d'organisations paysannes françaises a lancé une pétition appelant le gouvernement français et la Commission Européenne à mettre fin à leurs politiques de soutien à la production et à la consommation d'agro-carburants. Cet automne, nous avons besoin de votre mobilisation pour la faire signer et pousser les responsables français et européens à prendre les mesures nécessaires contre de nouvelles crises alimentaires !

Lien de la pétition portée par Artisans du Monde, CCFD-Terre solidaire, CFSI, Oxfam France, Peuples Solidaires et Réseau Action Climat : www.peuples-solidaires.org/agrocarburants

Réformer la Politique Agricole Commune (PAC)

Par Samuel FERRET – coordinateur du Groupe PAC 2013

En 2012, la PAC fête son cinquantenaire. Parmi les axes de réforme proposés en novembre 2010 par le Commissaire à l'agriculture Dacian Ciolos, figure la reconnaissance des petits exploitants, des circuits courts et des marchés régionaux. Une nouvelle approche, puisqu'avant lui, la compétitivité sur les marchés mondiaux était l'unique horizon. Deux ans plus tard, les discussions sur les propositions législatives de la PAC après 2013 se cristallisent sur l'écologisation et la répartition des aides entre les Etats membres et entre les agriculteurs. Mais ce qui se joue en filigrane, c'est aussi la recomposition des agricultures familiales en Europe.

Agricultures familiales en Europe : un modèle éclaté

De récents travaux sociologiques⁵ distinguent quatre types d'agriculture familiale. Les agricultures familiales « paysannes » structurées autour de l'autosubsistance pour la famille, représentées en Europe par les cas roumain

et polonais. En Pologne, elles représentent 40 % des fermes, occupent 16 % des terres agricoles et mobilisent 30 % de la main-d'œuvre agricole. Puis l'agriculture familiale diversifiée, pluriactive et territoriale, où l'activité agricole contribue à un revenu diversifié, mais qui se caractérise moins par l'appartenance à un milieu que par le choix d'un métier et d'un mode de vie. Ensuite, l'agriculture familiale « spécialisée et standardisée », qui a été le modèle sociotechnique promu par la PAC, autour de la polyculture-élevage. Enfin, l'agriculture familiale « sociétaire ». En France, ces dernières rassemblent 41 % des exploitations dites professionnelles (GAEC, EARL, SCEA...) et occupent deux fois plus de surfaces que les exploitations individuelles.

La PAC doit coordonner la diversité des agricultures européennes

L'élargissement de l'Union Européenne à vingt-sept et l'intégration de plusieurs mil-

lions de paysans -principalement de Pologne et de Roumanie- oblige à réviser le paradigme de la PAC. Si dans ces pays, l'agriculture paysanne contribue fortement à la sécurité alimentaire nationale, elle reste ignorée par la PAC. Par ailleurs, l'écologisation de la PAC peut être une opportunité si elle valorise les pratiques et les savoir-faire paysans.

De nombreuses ONG et organisations paysannes européennes soutiennent l'approche du Commissaire Ciolos en faveur de la diversité des agricultures européennes. Mais elles demandent surtout aux parlementaires européens ainsi qu'aux ministres de l'agriculture de les renforcer et non de les affaiblir. En septembre 2012, elles se mobilisaient pour la Good Food, Good Farming March afin d'orienter les projecteurs sur l'avenir de l'agriculture européenne.

www.goodfoodmarch.eu
www.pouruneautrepac.eu

Pour des politiques européennes cohérentes avec le développement

Par Pascal ERARD – responsable plaidoyer au CFSI

« Ne pas reprendre d'une main, ce qu'on donne de l'autre », c'est souvent de cette manière qu'est définie la cohérence des politiques pour le développement. Le développement est alors assimilé à la politique de coopération de l'Union européenne et des Etats membres vis-à-vis des pays du Sud. Et les autres politiques (agricole, commerciale, énergétique...) ne devraient pas défaire ce que fait la politique de coopération.

La PAC, en cours de réforme pour la période 2014-2020, exporte des produits agricoles subventionnés qui peuvent concurrencer les produits de l'agriculture familiale africaine. Cette situation risque de s'aggraver puisque la politique commerciale européenne, grâce aux négociations d'Accords de Partenariat Economiques (APE), incite les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) à accroître la libéralisation de leurs

économies et à éliminer une grande partie de leurs protections douanières. L'objectif officiel des APE : favoriser le développement des pays ACP. En fait, ils auront surtout pour résultat de promouvoir les intérêts de l'agriculture, des industries et des services européens. Les pays ACP ne s'y sont pas trompés. Les négociations APE traînent en longueur et, plus de 4 ans après l'échéance officielle, seule une région ACP sur six a conclu un accord avec l'Union européenne.

La mise en cohérence des politiques est donc un enjeu majeur pour favoriser le développement et, en particulier, combattre la faim, soutenir l'agriculture familiale et promouvoir la souveraineté alimentaire. Si des initiatives nationales sont nécessaires pour y parvenir, il est désormais indispensable d'agir au niveau européen. Politiques agricole, commerciale,

énergétique, migratoire, de développement... sont en totalité ou en grande partie définies par les institutions européennes.

C'est la raison pour laquelle le Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI) agit en faveur de la cohérence des politiques en participant activement aux actions de CONCORD, la coordination européenne des organisations de solidarité internationale. Parmi les résultats obtenus récemment, citons la nomination d'un rapporteur permanent du Parlement européen pour la cohérence des politiques européennes, habilité à recevoir des plaintes de victimes d'incohérences et à intervenir auprès des responsables pour rechercher des solutions. Il s'agit d'un premier pas encourageant.

www.cfsi.asso.fr

5 | *Les fermes du monde, un kaléidoscope*, Bertrand Hervieu et François Purseigle, Cahier Demeter « Agriculture et alimentation », 2012



→ **ARTISANS DU MONDE** c'est :

- › **Le 1^{er} réseau de magasins spécialisés de commerce équitable en France animé par des milliers de bénévoles et salariés**
- › Une première association Artisans du Monde créée en 1974 ; depuis 1981, **une fédération nationale de 154 organisations**
- › **Des points de vente** associatifs répartis sur toute la France qui commercialisent des produits **artisansaux et alimentaires** d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie
- › Un partenariat avec **120 groupements de producteurs du Sud**



→ **LE COMMERCE ÉQUITABLE**

- › offre à des organisations d'artisans et de paysans défavorisés, une relation durable fondée sur **une juste rémunération, le respect de l'humain et de l'environnement.**
 - › permet de vivre dignement de leur travail, de **satisfaire des besoins essentiels et de développer des projets sociaux** (santé, éducation, habitat...) dans leur communauté.
- **Artisans du Monde défend un commerce équitable à trois dimensions :**
- › **commerciale**, pour offrir des débouchés et un revenu aux producteurs,
 - › **éducative**, pour mieux informer le public,
 - › **plaidoyer**, pour mobiliser les citoyens en faveur d'un commerce mondial plus juste.
- › Nos magasins sont des lieux de **consommation citoyenne de proximité**, où le public peut **s'informer, s'éduquer et s'engager pour un monde plus équitable.**

Ce bulletin a été réalisé avec le soutien financier de l'AFD – Agence Française du Développement
 Les points de vue qui y sont exposés reflètent l'opinion de la Fédération Artisans du Monde et des auteurs des articles,
 et de ce fait ne représentent en aucun cas les points de vue officiels des partenaires financiers



Imprimé par l'imprimerie
 Maugein sur papier recyclé
 avec de l'encre végétale.



| **Rédaction** : Fédération Artisans du Monde - 44-52 rue George Sand – 94 400 Vitry-sur-Seine
 Tél: 01 83 62 83 93 | Fax: 01 47 70 96 35 | www.artisansdumonde.org
 | **Coordination de la rédaction** : David ERHART
 | **Maquette** : Nicolas ADET (adnparis@me.com / 01.47.97.45.77)

